

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA Bernard ETCHART

Maison Retainia
Bourg
64 780 Irissarry

Références : ED/UbD40-64B/D2026
Code AIOT : 0005214131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement SA Bernard ETCHART implanté Maison Retainia Le bourg 64 780 Irissarry. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA Bernard ETCHART
- Maison Retainia Le bourg 64780 Irissarry
- Code AIOT : 0005214131
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le dépôt d'explosifs a été autorisé le 11 février 1980 à Monsieur Bernard ETCHART pour une quantité maximale de 50 kg d'explosifs de la classe V ou 25 kg des classes I ou IV, ainsi que pour 200 détonateurs.

Par arrêté du 16 juillet 1982, la quantité d'explosifs dans le dépôt d'explosifs a été augmentée pour être portée à 100 kg d'explosifs de la classe V ou 50 kg des classes I ou IV, ainsi que pour 200 détonateurs.

Par courrier du 11 mars 2014, il a été demandé au préfet de bénéficier de l'antériorité pour la poursuite de l'exploitation du dépôt sous couvert de la rubrique 4220-4 de la nomenclature des ICPE. Un donné acte lui a été délivré le 24 novembre 2014.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation activité	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Cessation activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1-I	Sans objet
3	Cessation activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1-II	Sans objet
4	Cessation activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1-III	Sans objet
5	Cessation activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Selon l'exploitant et le registre des mouvements entrées et sorties du dépôt, il est constaté que ce stockage n'est plus utile, et les produits présents dépassent la date limite d'utilisation.

Ainsi, l'exploitant a décidé de cesser son exploitation, de mettre le site en sécurité et de déconstruire le bâtiment.

Les produits présents doivent être évacués et éliminés par le fournisseur de ces produits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 1.7
Thème(s) : Situation administrative, Cessation activité
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées, dont les conditions dans lesquelles le transfert des produits explosifs restants sera assuré.
Constats : Par courrier en date du 23 mars 2026, l'exploitant a notifié au préfet sa décision de procéder à la cessation d'activité du dépôt de produits explosifs. La date d'arrêt définitive a été fixée au 30 juin 2026. Toutefois cette cessation nécessite de faire évacuer les produits et déchets dangereux présents dans le dépôt.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL, les bordereaux justifiant l'enlèvement et la destruction des produits explosifs présents dans le dépôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1-I
Thème(s) : Situation administrative, Cessation activité
Prescription contrôlée : I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.
Constats : L'exploitant a notifié au préfet par lettre du 23 mars 2026, sa décision d'arrêt définitivement l'exploitation du dépôt de produits explosifs d'Irissary.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1-II
Thème(s) : Situation administrative, Cessation activité
Prescription contrôlée : II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : La notification de cessation d'activité du 23 mars, précise la date d'arrêt définitive et les mesures de mise en sécurité prévues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1-III
Thème(s) : Situation administrative, Cessation activité
Prescription contrôlée : III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les

modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement
Constats : Le dépôt n'est pas encore mis en sécurité et l'ATTEST-SECUR prévue à l'article L. 512-12-1 du code de l'environnement n'a pas encore été établie. L'exploitant signale avoir sollicité un bureau d'étude accrédité pour établir ce document.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ATTEST-SECUR à la DREAL et au Maire de la commune, dès qu'elle aura été établie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-66-1-IV
Thème(s) : Situation administrative, Cessation activité
Prescription contrôlée : IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation est achevée, l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Le silence gardé par le préfet pendant deux mois à compter de la réception de cette information vaut acceptation des conditions de la cessation d'activité, qui est alors réputée achevée au terme de ce délai.
Constats : L'exploitant nous informe que dès que la sécurisation du dépôt sera réalisée, il procédera à la déconstruction du bâtiment pour rétablir le terrain selon les besoins de l'entreprise pour le stockage de matériels.
Type de suites proposées : Sans suite